

ISSN N° 0399.6522 CPPAP N° 0511 S 05524
Directeur de la publication : Michel DEVRED
Imprimerie spéciale SNES 209 rue Nationale Lille

Supplément à LILLE - SNES N° 257 Août - Septembre 2006

AUX SECRETAIRES DE S1

AUX MEMBRES DE LA CA

LILLE, le 08 septembre 2006

CIRCULAIRE N° 1

SOMMAIRE

ACTION :

GREVE NATIONALE UNITAIRE des personnels

➔ Manifestation régionale à Lille :



14h30 - Porte de Paris

Tract n°1

**Une rentrée scolaire RÉUSSIE selon le
Ministre de l'Éducation Nationale !**



Tract n°2



APPEL DE L'INTERSYNDICALE EDUCATION de l'Académie de LILLE



FSU, FERC-CGT, SGEN-CFDT, EIL, UNSA-Education, Sud-Education...

Tous unis pour le service public d'éducation !

25 000 postes supprimés en 4 ans dans l'Éducation Nationale, plus de 2 500 pour l'Académie de LILLE, et le gouvernement annonce, pour 2007, 8700 nouvelles suppressions (15 000 dans la Fonction Publique).

On peut s'attendre à ce que la rentrée 2007 soit encore plus désastreuse que la rentrée 2006, à moins que nous ne soyons capables de réagir dès maintenant pour dénoncer les nouvelles dégradations des conditions de travail.

A cette rentrée de septembre 2006 :

- ce sont des effectifs d'élèves par classe qui sont encore en augmentation,
- c'est une nouvelle baisse de la scolarisation des deux ans en maternelle.
- c'est une baisse des horaires au cycle central (5ème et 4ème) des collèges
- ce sont des heures supplémentaires de plus en plus nombreuses imposées aux personnels,
- c'est un développement encore accru de la précarisation (3000 « Contrats d'Avenir » ou contrat aidés de 10 mois recrutés dans les écoles),
- ce sont des professeurs des écoles stagiaires utilisés comme moyens d'enseignement au détriment de leur formation.
- c'est la remise en cause du droit de l'éducation pour tous avec les menaces d'expulsion de dizaines d'élèves sans papiers

Autant de mesures qui ne permettront ni de lutter efficacement contre l'échec scolaire ni d'enrayer la dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels.

Pour ce gouvernement, la réponse à l'échec scolaire passe par le développement de l'apprentissage dès 14 ans, la loi dite de « l'égalité des chances » ne rendant plus la scolarité obligatoire jusque 16 ans. Ces 5 dernières années, plus de 3000 postes (personnels enseignant et administratif) ont été retirés à l'académie de Lille, une académie où de nombreux indicateurs de la réussite scolaire sont en dessous des moyennes nationales.

Nous refusons cette logique et nous demandons :

- **un collectif budgétaire à cette rentrée 2006** pour des moyens permettant d'assurer un enseignement de qualité, et la scolarisation de tous ceux qui le souhaitent.
- **un budget pour 2007 sans suppressions de postes** qui marque la priorité à l'investissement dans la formation des jeunes,
- **le réemploi avec formation des personnels précaires** afin d'assurer leur titularisation,
- **l'arrêt du transfert de missions et de personnels aux collectivités territoriales**
- **des moyens pour assurer la réussite de tous les jeunes dans l'enseignement supérieur public.**

Une forte mobilisation et un front syndical unitaire ont permis de faire reculer le gouvernement sur le CPE ! :

Mobilisons-nous dès maintenant, pour exiger de meilleures conditions de travail, et luttons pour un budget 2007 tenant réellement compte des besoins sociaux en éducation et en formation.

**Grève nationale unitaire des personnels
jeudi 28 septembre
Manifestation régionale Lille porte de Paris 14h30**

BONI -MENTEURS

Le ministre de l'Éducation se répand en messages rassurants : la rentrée est satisfaisante, l'école républicaine est renforcée et préservée.

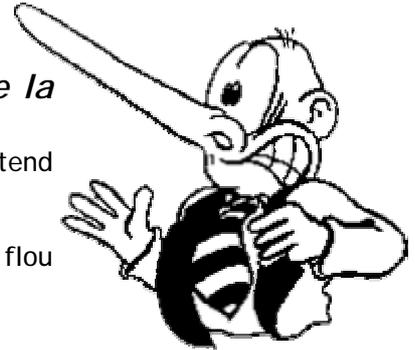
CELA EST FAUX

Une rentrée réussie ?

Un effort pour les élèves en difficulté ?

☞ *Pour mettre en place les collèges ambition réussite de la région, le ministre a :*

- supprimé des postes dans tous les collèges, y compris ceux qu'il prétend favoriser
- enlevé des heures d'enseignement à tous les élèves de collège
- professeurs référents : « Volontariat forcé » ; néo-titulaire y compris ; flou des missions et des horaires.



☞ *Il prétend aider les élèves mais :*

- il supprime classes et postes, avec pour conséquence des effectifs atteignant 27 ou 28 élèves en collège, 35 en 2^{nde}.
- en instituant le soutien individualisé pour une poignée plutôt que l'aide à tous les établissements, en développant les bourses au mérite plutôt que les bourses sociales, il renvoie aux enfants et aux familles la responsabilité d'un échec.
- en autorisant l'autonomie des établissements, il casse les programmes nationaux, les horaires pour tous les élèves... favorisant ainsi la création de ghettos scolaires là où il faudrait donner des moyens pour favoriser la mixité sociale qui est un gage de réussite pour tous les élèves.

Un Etat patron bien peu respectueux des salariés.

Que diriez vous d'un patron qui licencie des salariés et qui confie les tâches à des personnels non qualifiés et non préparés ? Qu'il se moque du monde ? C'est pourtant ce qui se passe dans l'académie, où 50 contractuels sont licenciés malgré leur expérience reconnue et régulièrement vérifiée, et remplacés par des collègues qui ont été recrutés et formés pour d'autres tâches et disciplines, et qui manqueront à l'académie d'ici quelques semaines. L'enjeu, c'est le droit pour les élèves d'avoir un centre de documentation performant leur permettant d'acquérir une vraie autonomie.

Que diriez vous d'un patron qui ne paie pas les déplacements de ses salariés dans le cadre de leur travail ? Qu'il est inconséquent ? C'est ce que fait l'Etat en refusant de payer les frais de déplacement des conseillers d'orientation. L'enjeu : le droit pour vos enfants d'être conseillés et guidés par de véritables spécialistes pour leur orientation dans leur établissement et les CIO.

Nous pouvons vous donner bien d'autres exemples, discutez en avec ceux qui vous distribuent ce tract !

Ce gouvernement n'a qu'une obsession : réduire la dépense d'Etat, réduire le nombre de fonctionnaires.

Il prévoit de diminuer en 1 an de 15 000 le nombre de fonctionnaires dans l'Éducation nationale. Dans notre région qui a déjà connu 2500 suppressions en 5 ans, c'est l'annonce de nouvelles catastrophes.

Parce que nous voulons un autre budget pour une Ecole pour tous, nous sommes dans l'action depuis la rentrée, et nous serons en grève le 28 septembre.

Ce combat est votre combat parce que cette école est votre école.